

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES - VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Séance du 11 décembre 2025
à 20 heures 00*

NOMBRE

Conseillers en exercice 15
Présents : 14
Votants : 14

L'an deux mille vingt-cinq, le onze décembre, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire

Etaient présents : Mmes Nathalie PAUCET, Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL, Mickaëlle HOUEIX, Catherine PELLENZ et Michèle PETITJEAN, et Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER, Sébastien BOYER et Ludovic BOFFIN

Etait absent : Mr José PETTA

*Date de convocation : 4/12/2025 Date d'affichage et de transmission à la
Préfecture : 12/12/2025*

OBJET n° 06 : AUTRES DOMAINES DE COMPETENCE – AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES DES COMMUNES
Adhésion à la convention de participation « santé du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Un scrutin a eu lieu, Bernadette LEJEAU a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Madame le Maire informe le Conseil que le décret n°2011-1474 paru le 8 novembre 2011 donne la possibilité aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents (fonctionnaires, non titulaires et de droit privé).

Les articles 25 et 88-2 de la loi du 26 janvier 1984 donnent compétence aux Centres de Gestion pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Le Centre de gestion de Meurthe-et-Moselle a décidé l'engagement d'une procédure pour le risque
« SANTE ». Cette nouvelle procédure groupée vise à :

Permettre l'adhésion des agents à un contrat-groupe destiné à rembourser les frais de Santé en complément du régime obligatoire de Sécurité Sociale (plus couramment appelé « Mutuelle Santé »),

Offrir aux collectivités adhérentes un schéma de participation financière performant et sécurisé, au bénéfice de leurs agents territoriaux.

Le groupement des collectivités à l'échelon départemental permet d'optimiser les coûts d'adhésion des agents en leur garantissant un contenu contractuel de haut niveau.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis du comité social territorial du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle pour le lancement de la consultation en date du 7 décembre 2020 ;

Vu l'avis sur les offres du comité social territorial du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle en date du 13 septembre 2021 ;

Après avoir recueilli l'avis du comité social territorial du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, la Commune a participé à la mise en concurrence du Centre de gestion pour la mise en place d'une convention de participation pour la protection sociale complémentaire du risque Frais de Santé de ses agents pour une durée de 6 ans à compter du 1er janvier 2026,

Par décision du conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle lors d'une délibération en date du 20 septembre 2021, la convention de participation a été attribuée, après analyse des offres et recueil du comité technique départemental, à l'opérateur MNT en groupement avec l'opérateur MUT'EST.

Il est proposé d'adhérer à cette convention de participation et de fixer le montant mensuel unitaire par agent à **20 € (vingt euros) par mois et par agent à compter du 1^{er} janvier 2026.**

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité des voix, décide :

- D'autoriser l'adhésion à la convention de participation à compter du 1^{er} janvier 2026 et la prise en charge des participations financières prévues, selon les conditions ci-dessus,
- De prévoir les crédits correspondants au budget primitif de la collectivité,
- D'autoriser Madame le Maire à signer les pièces contractuelles relatifs à ce dossier.

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

